

## Tendances conjoncturelles

4<sup>e</sup> trimestre 2018

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

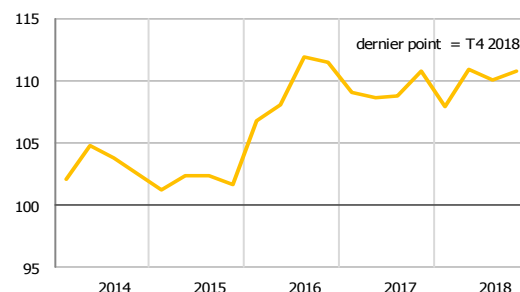
#### Une conjoncture toujours favorable

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se maintient à un niveau élevé, 110,9 au dernier trimestre 2018, en hausse de 0,8 point par rapport au trimestre précédent et toujours au-dessus de sa moyenne de longue période.

L'embellie sur le marché du travail accompagne le dynamisme de la consommation des ménages dans un contexte de baisse des prix.

L'investissement reste dynamique, soutenu par les ménages et les entreprises.

Indicateur du climat des affaires (ICA)  
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### LA CROISSANCE DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE BÉNÉFICIE DE LA VIGUEUR DE LA DEMANDE INTÉRIEURE

Sur le dernier trimestre 2018, les tensions commerciales ont de nouveau pesé sur la croissance du commerce mondial. Néanmoins, la croissance en Asie-Pacifique est restée bien orientée grâce au dynamisme de la demande intérieure.

L'annonce d'une « trêve » de 90 jours entre les États-Unis et la Chine sur les augmentations de droits de douane, et la réduction annoncée des droits chinois sur les importations de voitures américaines sont des mesures susceptibles de désamorcer les tensions commerciales au début de 2019.

La croissance économique chinoise ralentit sur l'année (6,6% en 2018 contre 6,9% en 2017), en raison d'un essoufflement de la consommation privée et de l'aggravation du différentiel commercial avec les États-Unis. Afin de relancer l'activité économique, la PBOC, Banque Centrale de Chine, a assoupli ses conditions de refinancement en réduisant le taux des réserves obligatoires. Les autorités chinoises ont également appliqué des mesures de relance budgétaire sous la forme d'une reprise des investissements publics.

Lors de sa déclaration de politique monétaire de décembre 2018, la RBI, Banque Centrale d'Inde, a décidé de maintenir son taux directeur à 6,5%, afin de contenir l'inflation à moins de 4% sans toutefois brider la croissance. La progression de cette dernière, 7,3% en 2018 après 6,7% en 2017, résulterait pour l'essentiel de la forte progression de l'activité économique dans le secteur privé et du rebond de la demande intérieure. Toutefois, le potentiel creusement du déficit commercial et les élections générales de mai 2019 sont des sources de risques.

Sur l'année 2018, la Nouvelle-Zélande enregistre un déficit commercial très élevé, 5,9 milliards de dollars, le plus important depuis 2007. La progression des importations (+12 %, en glissement annuel), en partie imputable à la hausse du cours du pétrole, n'a pas pu être totalement compensée par la hausse des exportations (+7,2%). La souplesse de la politique monétaire et l'excédent budgétaire en fin de période devraient soutenir l'activité économique future.

Le RBA, Banque Centrale d'Australie, escompte pour 2018 une hausse de 3,5% de la croissance, soutenue par l'investissement privé et public ainsi que des termes de l'échange favorables. Toutefois, la lenteur de la progression des salaires, le niveau élevé de l'endettement des ménages et la hausse des prix sur le marché immobilier pèsent sur la consommation privée.

Par ailleurs, le tourisme, ressource majeure à l'exportation des îles du Pacifique, progresse : en 2018, les aéroports de Tahiti et de Fidji ont accueilli respectivement 7,9 % et 3,3 % de passagers supplémentaires. Les Hawaïens ont, quant à eux, reçu plus de 7,4 millions de visiteurs sur les trois premiers trimestres de l'année, soit une progression de 6,7% en glissement annuel.

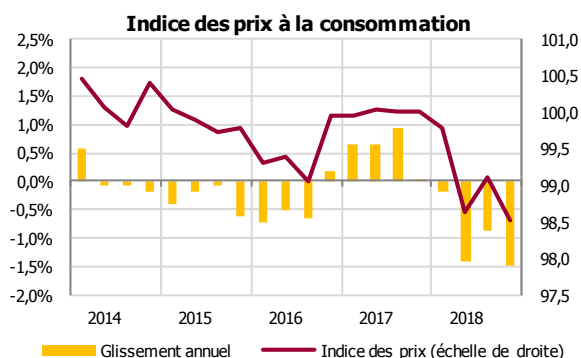
Sources: FMI, Statistics New Zealand, Australian Bureau Of Statistics, Reserve Bank Of Australia, Reserve Bank Of New Zealand, People's Bank of China, Reserve Bank of India.

## Baisse des prix à la consommation

Au dernier trimestre 2018, l'indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 0,6 % et s'établit à 98,5, en lien avec la forte baisse des prix des communications (-19,8 %).

En glissement annuel, les prix à la consommation s'inscrivent en retrait de 1,4 %, entraîné principalement par le même poste (-21,7 %), en raison du recul des tarifs des services de téléphonie et d'accès à internet (-23,1 %). La baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-2,2 %) et des prix de la division loisirs et culture (-3,9 %) contribuent également au repli.

L'évolution annuelle de l'IPC est toutefois modérée par la progression des prix du poste logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+2,4 %).



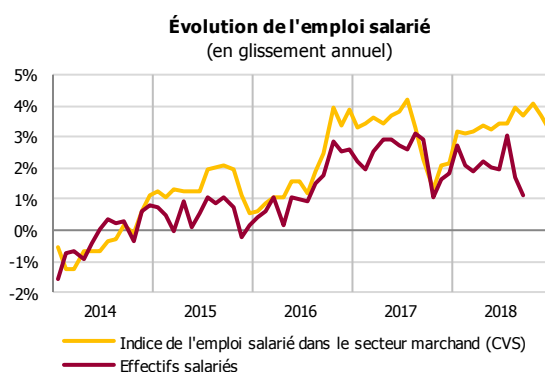
Source : ISPF

## Hausse de l'emploi

Au troisième trimestre 2018, les effectifs salariés enregistrés à la CPS augmentent (+1,1 % en glissement annuel) pour atteindre 64 869 actifs en emploi.

Ce dynamisme se retrouve dans l'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand de décembre 2018 qui progresse de 3,2 % en rythme annuel. L'ensemble des secteurs y contribue, plus particulièrement le commerce (+4,2 %), la construction (+3,5 %) et l'industrie (+3,2 %).

En parallèle, selon les statistiques établies par le Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (SEFI), le nombre d'offres d'emploi progresse de 3,5 % en glissement annuel, passant de 3 323 offres en 2017 à 3 439 en 2018.



Sources : CPS, ISPF

## Perspectives positives pour la consommation des ménages

Les chefs d'entreprise du commerce qui ont répondu à l'enquête de conjoncture de l'IEOM font état d'une amélioration de leur courant d'affaires et de leur situation de trésorerie au quatrième trimestre 2018. Ils anticipent un maintien de leur activité pour le prochain trimestre.

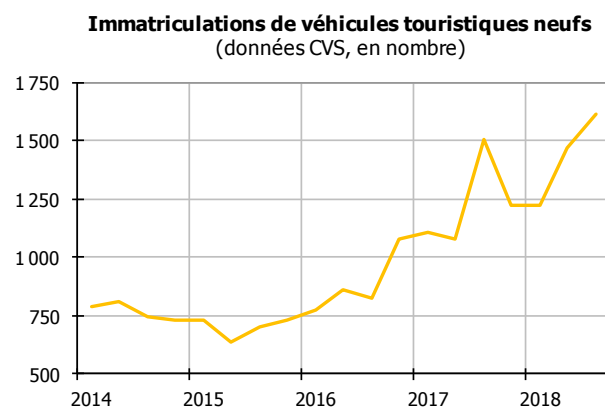
La consommation des ménages semble vigoureuse sur le trimestre comme l'illustre l'augmentation des immatriculations de véhicules neufs (+9,9 %, CVS) ainsi que des importations de biens de consommation courante (+2,6 %, CVS) et de biens d'équipements (9,2 %, CVS).

Sur l'année, l'encours des crédits à la consommation s'inscrit en hausse (+3,2 %).

## Bonne tenue de l'investissement

L'investissement des ménages reste bien orienté : sur les trois derniers mois de 2018, l'encours bancaire des crédits à l'habitat s'élève de 5,9 % sur un an et la production de prêts immobiliers aux particuliers de +29,5 %, dans un contexte de taux toujours bas et d'aide gouvernementale à l'investissement des ménages (AIM).

L'investissement des entreprises reste élevé au quatrième trimestre 2018, comme en témoignent les importations de biens d'équipement professionnels et les immatriculations de véhicules utilitaires qui augmentent respectivement de 12,8 % (CVS) et 4 % (CVS). L'encours bancaire des crédits à l'investissement accordés aux entreprises est en hausse de 7,3 % en glissement annuel.



Source : Direction des transports terrestres, désaisonnalisées par l'IEOM

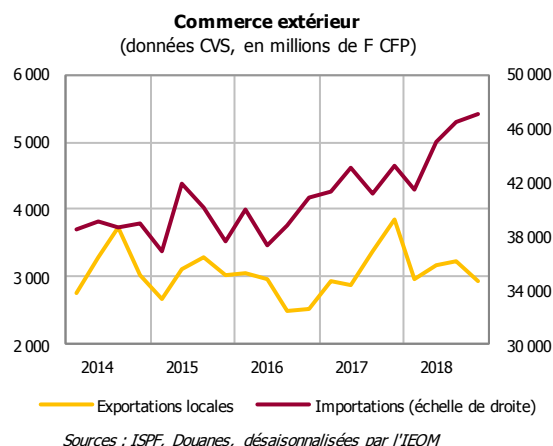
En parallèle, selon l'enquête de conjoncture de l'IEOM, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise à un an demeurent favorablement orientées, notamment pour les secteurs du tourisme, du commerce et de l'industrie.

## Repli des exportations locales

Au quatrième trimestre 2018, les recettes d'exportations totales progressent de 6,5 % (CVS), en dépit de la diminution des exportations de produits locaux (-8,6 %, CVS). Ces dernières ont été pénalisées par la faiblesse des recettes perlières (-13,9 %, CVS) qui représentent 88 % des produits locaux exportés.

A contrario, le montant des importations augmente de 1,4 % (CVS), reflétant le dynamisme de la consommation des ménages.

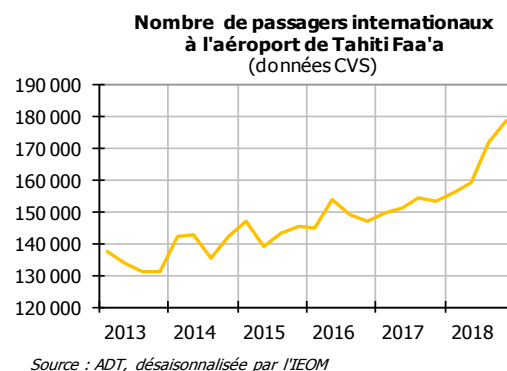
Le taux de couverture de l'économie polynésienne s'établit à 7,8 %, relativement stable par rapport au troisième trimestre (+0,4 point).



## DYNAMISME DANS LE TOURISME ET LES SERVICES MARCHANDS

Le secteur du **tourisme** affiche de bonnes performances. En 2018, le nombre de passagers internationaux est en hausse de 10,5 % sur un an. En cumul de janvier à novembre 2018, les touristes sont venus plus nombreux (+7,9 %) et ils ont consommé plus de nuitées (+13,2 %) par rapport à la même période en 2017. Cette hausse concerne les touristes en hébergement terrestre (+3,2 %), qui représentent 79 % du total, et les croisiéristes (+31,4 %). L'arrivée de deux nouvelles compagnies aériennes, en mai et en octobre 2018, contribue à cette évolution.

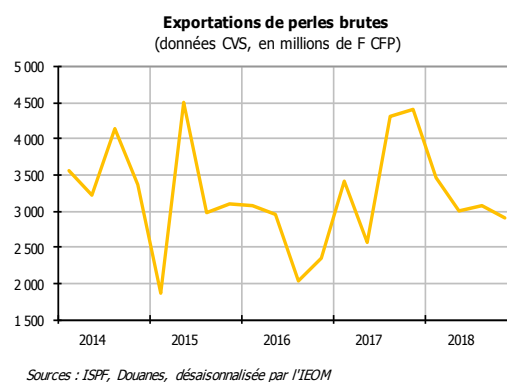
Les hôteliers ayant répondu à l'enquête de conjoncture de l'IEOM perçoivent une légère progression de l'activité sur le trimestre et prévoient une amélioration au premier trimestre 2019.



Face à une conjoncture porteuse en fin d'année 2018, les dirigeants **des services marchands** ont accru leurs effectifs et maintenu leurs perspectives d'investissement. Ils bénéficient en outre d'une bonne situation de trésorerie grâce à une amélioration des délais de recouvrement de leurs factures. Ils escomptent cependant un ralentissement de leur activité pour le début d'année 2019.

Après deux trimestres consécutifs dynamiques, les professionnels du **secteur primaire** témoignent d'une activité atone au cours du quatrième trimestre 2018, notamment dans le secteur de la perle. Leurs prévisions d'investissement à un an ont par ailleurs été revues à la baisse.

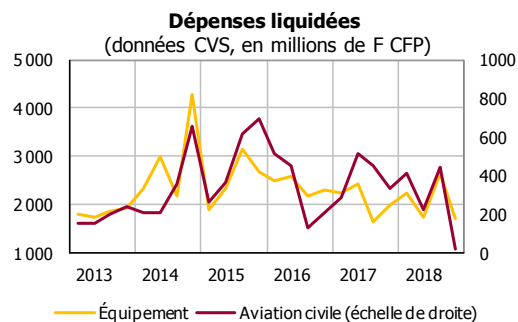
Alors que les chefs d'entreprise de **l'industrie** attestent d'un ralentissement de leur activité au dernier trimestre 2018, les secteurs exportateurs affichent de bons résultats. Les volumes exportés de produits agroalimentaires augmentent de 7,9 % en glissement annuel, parmi eux, les jus et purée de nono (+1 %).



Conformément aux anticipations formulées par les chefs d'entreprise au troisième trimestre 2018, l'activité dans le **BTP** est restée peu animée à la fin d'année. Mais la réduction des délais de paiement de leur clientèle a conforté la bonne tenue de leur trésorerie.

La branche travaux publics est impactée par les baisses des dépenses liquidées par la Direction de l'équipement (-35,3 %, CVS) et l'aviation civile (87 millions de F CFP au quatrième trimestre 2018 contre 426 un an plus tôt). En revanche, le bâtiment continue de bénéficier de la vigueur du marché immobilier, comme en témoigne la production totale de prêts immobiliers, 12,2 milliards de F CFP au dernier trimestre 2018 contre 8,4 milliards de F CFP à la même période en 2017.

Pour le début d'année 2019, les professionnels restent optimistes et anticipent une reprise de leur activité qui devrait les amener à renforcer leurs effectifs.



Sources : Directions de l'équipement et de l'aviation civile, désaisonnalisées par l'IEOM

### LÉGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE EN 2018

Selon l'édition de janvier 2019 des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale a très légèrement ralenti en 2018, à +3,7 % (après +3,8 % en 2017). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 s'établissent à respectivement +3,5 % et +3,6 %, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux dernières perspectives d'octobre. Les tensions commerciales continuent de s'accroître tandis que les conditions financières se sont resserrées depuis l'automne. Les risques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine constituent également des facteurs d'instabilité.

Après une année 2018 dynamique (+2,9 %), la croissance américaine devrait ralentir en 2019 (+2,5 %) puis encore davantage en 2020 (+1,8 %), en lien avec la fin des mesures de relance budgétaire. La fermeture de l'administration fédérale a suscité des inquiétudes qui ont pesé sur les marchés financiers. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 2,25-2,5 % en décembre et prévoit un relèvement plus progressif des taux en 2019 et 2020.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2018, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. L'inflation continue de fléchir en fin d'année 2018 pour s'établir à 1,6 % en décembre, tandis que le taux de chômage s'établit à 7,9 %, son niveau le plus faible depuis octobre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 %, après une hausse de 2,4 % en 2017. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019 (+1,3 %) avant un léger rebond en 2020 (+1,6 %).

Selon l'INSEE, la France a enregistré un essor du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2018, une progression identique à celle du trimestre passé. Sur l'ensemble de l'année, l'activité a progressé de 1,5 % après 2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par un net fléchissement de l'investissement (+2,9 % après +4,7 %) et des exportations (+3,1 % après +4,7 % en 2017).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,9 % en 2018 après une hausse plus marquée en 2017 (+1,9 %). Cette décélération est principalement attribuable à une accumulation de catastrophes naturelles au cours de l'année. En 2019, la croissance devrait atteindre 1,1 % et serait stimulée par les effets du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie en 2018.

Enfin, la croissance demeure dynamique dans les pays émergents et en développement selon le FMI (+4,6 % en 2018 après +4,7 %). Pour 2019, les prévisions ont été revues à la baisse (+4,5 %), compte tenu notamment de contractions en Argentine et en Turquie et de la persistance des tensions commerciales mondiales qui pénalisent particulièrement les pays asiatiques.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, INSEE, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 23 février 2019

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr), sous la rubrique « [Publications](#) ».

**Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**

Directeur de la publication : Claude PERIOU – Responsable de la rédaction : Sophie NATIER

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : février 2019 – Dépôt légal : février 2019 – ISSN 1968-6277